

Je distingue un certain nombre de visages qui me sont familiers, celui de personnes qui travaillent sur ce dossier et d'autres connexes depuis des années, ainsi que beaucoup d'autres nouveaux visages, des visages jeunes, ce qui fait particulièrement plaisir. Le fait que vous soyez réunis ici avec nous à l'occasion de la première rencontre organisée au département d'État pour marquer la Journée internationale « Tolérance Zéro » envers les mutilations génitales féminines représente un grand pas en avant pour accroître la visibilité du sujet en question et pour créer une puissante dynamique à l'appui des femmes et des hommes de courage qui comprennent la nécessité de mettre fin à l'excision.

Je retire une satisfaction toute personnelle à avoir aujourd'hui à mes côtés l'ambassadrice Melanne Verbeke, la première personne ayant rang d'ambassadeur des États-Unis qui prenne fait et cause pour les droits des femmes et des fillettes à travers le monde [applaudissements], et Joe Crowley, qui est, comme vous pouvez l'imaginer, l'un de mes bons amis, un ami de très longue date. Lui, son épouse et sa famille sont des amis très proches, des amis à moi et à ma famille, et je suis très fière qu'il soit des nôtres aujourd'hui, compte tenu de sa proposition de loi. La présence du député Dent me paraît de même très importante. La vue d'un tel front uni face à une grande question nous emplit d'une immense fierté.

Quand je pense à la tâche à laquelle nous nous sommes attelés, je sais que ce n'est pas celle d'une journée ni d'une année : c'est celle d'une génération. La bonne nouvelle, c'est qu'on voit les progrès réalisés. Les efforts d'éducation, les activités de sensibilisation et les prises de position portent leurs fruits. Dans quelques minutes, vous écouteront quelques-unes des figures de proue de ce mouvement qui comprennent les questions en jeu, qui travaillent dans le domaine des sciences, de la recherche, de la santé, qui font du travail de terrain, dans les villages et les assemblées législatives de divers pays. C'est pour moi un grand honneur que d'accueillir tous ces conférenciers. Comme Melanne vient de le dire, il y a un grand nombre de gens bien loin de la salle Ben Franklin qui suivent la discussion grâce au miracle de la technologie et qui auront un peu plus tard l'occasion d'y participer.

La qualité des conférenciers, des représentants d'ambassadeurs et d'experts dans tant de domaines, témoigne de l'importance de cette réunion. Je me réjouis tout spécialement de voir Geeta Rao Gupta, de l'UNICEF, parce que cette organisation a un très grand rôle à jouer dans l'action à poursuivre pour mettre fin à cette terrible pratique qui dure depuis trop longtemps. Mais j'ai vu de mes propres yeux la manière de faire des progrès. Molly Melching prendra la parole dans une minute. Je vois dans Molly une vraie héroïne, et c'est une amie. Elle vous parlera de l'excellent travail de terrain que fait l'organisation internationale Tostan et qu'elle a lancée au Sénégal.

J'ai eu l'occasion de découvrir son action en 1997 lorsque j'étais au Sénégal. Molly m'a emmenée dans un village où les anciens avaient sérieusement réfléchi aux conséquences des MGF pour leurs filles et leurs petites-filles. Ils étaient parvenus à une conclusion après avoir posé beaucoup de questions courageuses à propos de l'effet de l'excision sur la santé des fillettes, sur leur capacité de devenir mères, sur la qualité de la vie de leur famille. Et ce qu'ils avaient appris les amenait à conclure que cette pratique devait réellement prendre fin, même si de mémoire d'homme elle avait toujours existé.

Ce qui m'avait particulièrement frappée lors de ma visite avec Molly ce jour-là, dans ce village, c'est que Tostan et Molly avaient placé cette impressionnante discussion dans le contexte de la démocratie, et c'était une merveilleuse saynète qui se jouait sur le sens de la démocratie,

sur la question de savoir qui a le droit de s'exprimer et sur les sujets de préoccupation qui doivent être portés devant le village. Molly m'a relayé les propos qu'avait tenus une femme, qui avait demandé : « Qu'est-ce qu'on fait, avec cette démocratie ? » Et les femmes ont décidé, avec l'appui des hommes du village, de tirer un trait sur la coutume de l'excision chez les fillettes. Elles ont organisé leurs arguments avant d'aller voir les responsables du village, tous des hommes, pour leur relater leur expérience personnelle et leur dire la douleur physique et les dommages psychologiques durables qu'entraîne cette pratique, de même que les complications pendant l'accouchement, qui vont jusqu'au risque de décès.

Elles ont fait intervenir le mollah, qui a commencé à étudier la question en se tournant vers le Coran et en parlant à des confrères. Il a conclu que cette pratique était dénuée de tout fondement religieux dans l'islam. Finalement, le village l'a interdite après avoir soumis la question à un vote. Les hommes qui avaient de l'autorité sont ensuite allés de village en village pour engager une discussion sur le caractère nocif des mutilations génitales féminines avec des voisins qui acceptaient l'excision, comme eux l'avaient fait, parce que leurs parents, leurs grands-parents, leurs arrière-grands-parents l'avaient acceptée.

Quand je suis retournée au Sénégal un peu plus d'un an après, plusieurs villages avaient renoncé à cette pratique grâce à cette merveilleuse conversation qui avait été mise en route. Personne n'était venu de l'extérieur les accuser d'être des gens affreux. C'étaient des gens, venus de l'extérieur mais aussi de l'intérieur, qui ont posé des questions : Pourquoi faisons-nous cela ? Est-ce que nous devrions continuer à le faire ? Ou y a-t-il une autre façon d'envisager ce dont nos filles ont besoin, les instruire peut-être, pour qu'elles deviennent de bonnes mères de famille le moment venu ?

Ils ont ensuite décidé d'adresser une pétition au président du Sénégal pour lui demander de faire adopter une loi nationale qui interdirait les MGF. J'étais vraiment impressionnée par ce mouvement démocratique de base, qui avait fait son chemin de village en village et était allé jusqu'à Dakar, la capitale. J'ai invité les tout premiers chefs de file de ce mouvement, ceux du village que j'avais visité, pour qu'ils rencontrent des responsables puissants et des représentants d'ONG, qu'ils s'assoient autour de la même table qu'eux, et j'étais fière de les présenter parce qu'ils avaient joint le geste à la parole. Ils étaient l'exemple même du militantisme en faveur des droits de l'homme, avec les efforts que cela représente.

Aujourd'hui, bien des années plus tard, je demeure très fière du travail dont j'avais été témoin et de celui qui se fait encore dans tant d'endroits. Qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit d'une pratique profondément enracinée dans bien des lieux. Nous devons donc inlassablement poursuivre son éradication et chercher à comprendre quelles actions sont porteuses de résultats et quelles sont celles qui n'aboutissent pas. Les experts qui prendront la parole vous le diront. Nous abordons ce sujet avec une forte dose d'humilité parce que nous devons donner des moyens d'agir à ceux qui prennent les décisions dans les villages.

Nous ne pouvons pas invoquer l'excuse de la tradition culturelle. De fait, il y a beaucoup de traditions culturelles qui ne sont plus acceptables aujourd'hui. Nous ne pouvons pas invoquer l'excuse d'une affaire privée parce que cette pratique a de vastes répercussions dans la société. Elle ne présente aucun avantage sur le plan médical. C'est une atteinte aux droits de l'homme, un point c'est tout. Et quand on pense au droit qu'ont les fillettes de vivre sans être assujetties à des violences physiques et mentales, on comprend l'importance de cette question et on

comprend qu'elle mérite l'attention du Congrès des États-Unis et des dirigeants du monde entier.

Ce qui distingue cette question, en ce qui me concerne, c'est la conversation directe que nous avons nouée et ce sont en particulier les récits personnels qui nous sont relatés. Nos partenaires à l'ONU seront le fer de lance d'actions visant à sensibiliser le monde entier. Nous examinerons des lois et des résolutions à adopter. Nous chercherons à savoir ce qu'on peut faire dans les familles et les villages. Nous ferons valoir l'argument qu'il ne s'agit pas d'un problème féminin ni d'une question qui concerne les femmes. C'est une question qui affecte la famille humaine et, à ce titre, elle nous concerne tous. Quand des complications des MGF entraînent le décès d'une femme en couches, c'est la famille tout entière qui en souffre. Quand des infections rendent les femmes malades ou empêchent les fillettes d'aller à l'école, c'est la communauté tout entière qui en souffre. Et nous l'avons constaté au Sénégal et ailleurs : quand ils comprennent le traumatisme que provoquent les MGF, les hommes sont les militants les mieux placés pour mettre fin à cette pratique.

Nous rehaussons cette question, mais nous le faisons dans le cadre de l'élévation du rôle des femmes et des fillettes dans notre politique étrangère, et ce d'un point de vue économique, stratégique et politique. Chaque aspect de notre politique vise à mettre en relief et à promouvoir le rôle des femmes. Nous finançons des programmes communautaires qui font participer des femmes et des hommes à des campagnes de sensibilisation du public aux dangers des MGF. Nous travaillons dans les camps de réfugiés et dans d'autres contextes humanitaires. Par le biais de l'USAID, les États-Unis sont le cofondateur du Groupe de travail des donateurs internationaux sur l'excision/les mutilations génitales féminines, lequel a besoin toujours et encore d'un appui international de haut niveau, et nous redoublerons d'efforts.

Je suis fier de vous annoncer aujourd'hui que nous nous associerons à l'université de Nairobi en vue de financer un Centre panafricain d'excellence au Kenya, lequel fera progresser la recherche africaine en matière de MGF et l'élaboration de stratégies pour y mettre fin. Ce centre se concentrera sur la recherche de solutions locales et dispensera une formation médicale liée à la prise en charge des femmes meurtries par les MGF. Je forme l'espoir que d'autres dans les milieux d'affaires et la communauté internationale se joindront aux États-Unis pour appuyer cette nouvelle initiative très importante et implantée en Afrique, comme il se doit.

Le Kenya vient d'interdire purement et simplement les MGF à l'échelle nationale, et c'est le 18e pays africain à agir en ce sens. L'année dernière, l'Union africaine a appelé l'Assemblée générale de l'ONU à adopter une résolution interdisant cette pratique, et nous nous tenons prêts à faire feu de tout bois pour soutenir l'Union africaine dans ce domaine. Il reste du travail à faire. Il faut continuer à plaider cette cause et multiplier les interactions entre les décideurs et les acteurs sur le terrain. Aux hommes et aux femmes, et en particulier aux fillettes, nous devons donner les moyens de dire ce qu'ils pensent. À terme, nous devons surmonter les inégalités sexospécifiques profondément ancrées qui permettent et encouragent de telles pratiques, tacitement ou activement.

C'est donc un jour à marquer d'une pierre blanche au département d'État. Je tiens à vous dire toute la joie que je ressens à voir réunis ici des gens qui vont parler de ce sujet, et à savoir que d'autres dans toute l'Afrique pourront le faire par le biais de l'Internet, parce que l'union fait la force ; notre compréhension et notre efficacité s'en trouveront décuplées. J'ai bon espoir que nous pourrions abolir cette pratique en l'espace de moins d'une génération, ou alors en l'espace d'une génération tout au plus, et que nous pouvons mettre tout en oeuvre pour créer les conditions qui donneront à tous les enfants, filles ou garçons, la possibilité de réaliser le potentiel qu'ils ont reçu de Dieu.

Source: allAfrica